



RAPPORTS
au
COLLECTIF NATIONAL

ANTONY
1 et 2 juin 1985

1er RAPPORT présenté par :
Brigitte GEOFFRIAULT
Secrétaire Générale

2ème RAPPORT présenté par :
Régis PIQUEMAL
Président

Nous avons tenu il y a tout juste un mois le 70^e Congrès de l'UNEF et dans un mois c'est la fin de l'année universitaire, le début d'une autre année avec l'accueil des nouveaux bacheliers, la préparation de la rentrée 85/86. Alors ce Collectif national n'est pas banal, il doit nous permettre de faire le bilan d'une année universitaire, avec un élément déterminant, la tenue de notre 70^e Congrès, qui ne pense donc d'autres éléments pour amener ce bilan et voir vers l'avenir.

Un Collectif National qui a donc pour ambition de donner des pistes, des perspectives de travail pour l'année à venir mais également dans un deuxième temps, de préparer les chaînes, l'accueil, le dernier mois d'activité de l'organisation.

Je parlais tout à l'heure de bilan, il ne s'agit pas de revenir au mois de février, et de refaire ce que nous avons fait à cette époque-là, mais en partant des différentes commissions qui se sont tenues au Congrès de voir où nous en sommes et les perspectives qui s'offrent à nous.

Tout d'abord, sur le Congrès et sa tenue.

Nous avons tenu un bon Congrès et cela pour plusieurs raisons, même si c'est un Congrès qui ne ressemblait pas tout à fait à ceux tenus précédemment.

Nous avons tenu un bon Congrès parce qu'il a permis d'ouvrir une discussion, un débat, et par ce que le Congrès - et c'est peut être une de ses limites mais aussi une de ses richesses - n'a pas apporté de réponses toutes faites dans différents domaines, mais au contraire, a permis de les poser. Il reste aujourd'hui à les travailler.

Je m'expliquerai donc au travers de ce qu'ont permis d'apporter les commissions, sur ce qu'a permis de poser le Congrès, et des directions de réflexion, d'actions, de propositions qui s'offrent à nous aujourd'hui.

Je voudrais revenir sur la préparation du Congrès. C'est une préparation qui je pense s'est faite dans les dernières semaines avant le Congrès National, ce qui explique que de jeunes copains, sans réelle expérience sont passés de leur association au Congrès National en ayant sauté des étapes et aient senti un décalage entre leur vie, leur expérience dans l'association tous les jours et le Congrès National.

Ces copains réfléchissent et il n'est pas trop tard, au contraire, pour bien discuter avec eux et refaire - avec eux - des étapes qui ont été brûlées, notamment avec la remise des cartes.

D'autre part, sur le Congrès lui-même, nous avons eu un débat qui a permis à tous les copains de s'exprimer, un débat très "politique" notamment sur la politique universitaire et qui doit maintenant faire l'objet d'un réel travail pour justement approfondir notre réflexion, nos propositions.

Mais ne je peux pas parler du Congrès sans parler de notre démarche et de notre orientation. Là-encore, les choses ont avancé, des questions ont été posées, des réponses amorcées, autour notamment de l'opposition entre "l'associatif et le revendicatif".

C'est vrai, la dernière phase de préparation de notre Congrès a été très revendicative, de même que le Congrès lui-même avec la manifestation du 3 mai, mais nous l'avions dit lors de la conférence des bureaux d'AGE, nous avions du retard sur ce terrain.

Aussi, le Congrès, la discussion, ont je pense permis de remettre les choses en place si l'on peut parler ainsi. C'est tout de même notre démarche, la solidarité étudiante, le rassemblement des étudiants qui doivent être mis en avant, et cela signifie que ce qu'on entend par associatif est aussi important et indispensable que ce qu'on appelle revendicatif, d'autant plus que pour les étudiants, les choses ne sont pas coupées, elles sont intimement liées : conditions d'études au sens large, qualité des études.

Et pour nous, la question qui se pose, c'est réellement de ne rien laisser de côté qui permette le rassemblement des étudiants.

Le Congrès, par son côté revendicatif a permis d'aborder toutes les préoccupations du moment et au centre de ces préoccupations la crise qui s'aggrave et face à laquelle nous avons une analyse de plus en plus fine ; une analyse qui nous permet de trouver avec les étudiants des réponses immédiates et des solutions à long terme ; et c'est vrai dans une période comme celle que nous vivons, nous ne pouvons pas faire l'économie de la réflexion, de l'élaboration de propositions dans différents domaines. Mais cela ne doit pas non plus nous conduire, parce que c'est difficile, à nous réfugier dans la "proposition tous azimuts" car il est des propositions qui s'enrichissent, s'élaborent sur le terrain, et cela ne s'oppose pas avec ce que je viens de dire précédemment. Au contraire, cela se complète très bien. Seulement, aujourd'hui, il n'y a pas de remèdes miracles, de solutions toutes faites. Nous avons notre orientation, nous avons notre démarche, une mise en oeuvre qui, si elle pose des problèmes, progresse néanmoins, et je l'ai dit, cela ne s'oppose pas avec le fait que nous ayons réellement besoin aujourd'hui de réfléchir, de travailler pour élaborer des propositions dans différents domaines. Mais nous avons aussi sur le terrain les moyens de dégager des solutions, des propositions.

La question se pose pour les copains d'un manque de perspectives ou de perspectives floues. La situation politique, la complexité n'y sont pas pour rien, ainsi que la vitesse à laquelle sont prises les décisions au Ministère de l'Education Nationale.

En 8 mois, l'Université a pris un sacré virage dont nous ne connaissons aujourd'hui que les prémices ce qui rend encore plus compliqué l'analyse de cette situation. Sans revenir complètement sur une analyse politique plus généralement, il ne nous faut pas oublier qu'elle s'appuie sur des aspirations légitimes des étudiants et que nous avons contribué à faire grandir : bonne formation, formation professionnelle, perspectives d'emploi ; que d'autre part, la mise en place de magistères, si elle n'est pas refusée en bloc par la communauté universitaire, reflète effectivement un malaise, une inadaptation des formations existantes, et la recherche de solutions, de transformations, le problème étant qu'à notre avis, les solutions apportées ne sont pas les bonnes parce qu'elles mettent de côté beaucoup d'étudiants, renforcent la sélection. Mais le contenu de la formation des magistères, n'est-ce pas ce que nous voulons tous pour nos deuxièmes cycles ; c'est une bataille qui demande réflexion, propositions. Mais d'ores et déjà avec les différents éléments, nous avons les moyens d'aller en débattre avec les étudiants et sans aucun doute cela débuttera sur les problèmes budgétaires : budget 86.

Les étudiants ne sont pas sensibles à un discours théorique sur la crise mais ils vivent tous les jours avec la crise dans leur tête, dans leur vie quotidienne (études conditions de vie) dans leurs perspectives d'avenir (débouchés).

Ne mentionner d'une ligne.

Nous pouvons dire qu'ils sont prêts à agir pour défendre et construire leur formation (Rennes, études de psycho), leur avenir.

De même, la manifestation du 3 mai montre bien que les étudiants ont des choses à dire, ont envie de changer les choses à l'Université, dans leur vie de tous les jours.

Cela demande à s'inscrire dans la durée, parce que d'abord tout ne peut pas être réglé en un jour et ensuite cela ne peut pas se faire sans moyen capable d'assurer cette durée. Ce moyen c'est le rassemblement organisé dans une association qui permet d'acquérir cette durée et c'est toute la question de la vie de notre organisation qui est posée.

Le fait que nous n'ayons pas été reçus le 3 mai a, je pense, bloqué certains copains, enlevé des perspectives de gagner, et pourtant je pense que sur des questions comme la hausse des droits d'inscription, l'exonération réelle de 10 % d'étudiants, les formations, c'est par une pression des actions, des propositions émanant de chaque ville universitaire et convergeant dans le même sens que nous gagnerons. Nous sous-estimons tout ce que nous pouvons gagner au travers de ces luttes-là.

o o

Sans vouloir m'arrêter là, je voudrais au travers des commissions qui se sont déroulées au Congrès avancer les perspectives de travail qui ne pense seront les nôtres pour l'année à venir.

Ces commissions, ont je pense, ouvert un débat ; reste maintenant à l'enrichir de réflexions, de luttes, de propositions. Ces commissions n'ont pas tout réglé et n'ont pas apporté de réponse toute faite, elles ont néanmoins donné des perspectives de travail.

Aide sociale : Les oeuvres universitaires

L'année universitaire a été marquée par une aggravation de la situation des oeuvres : remise en question de leur rôle et si aucune réforme n'a eu lieu officiellement, dans les fait, c'est bien une réforme qui se met en oeuvre et quelle réforme ?

- des chaînes au R.U. à supplément, des fast food,
- des crédits de maintenance dans les cités-U,

C'est donc autour de cette situation et de nos propositions que la commission aide sociale a débattu.

Dans ce secteur où nous avons des propositions chiffrées, nous pouvons là-encore gagner du terrain et continuer à affiner nos propositions.

Les services

Je ne m'attarderai pas puisque ce sera l'occasion d'un rapport pour demain : La place de l'entraide dans notre orientation et dans ce cadre la place de nos services.

Santé-mutualité

Nous avons décidé lors de notre précédent Congrès d'être à l'initiative d'un courant mutualiste. C'est dans ce sens que nous avons fait à la direction de la MNEF la proposition d'uns liste unique mutualiste.

Cette proposition a été refusée par presque toutes les sections locales de la MNEF sauf Limoges, ce qui nous a conduits à ne pas présenter de liste dans les différentes sections. Mais aujourd'hui à un mois du Congrès de la MNEF, il convient d'expliquer notre position au grand jour :

- aux étudiants,
- à la presse,
- aux autres orgas

de plus, il convient de débattre des perspectives de travail que nous pouvons avoir aujourd'hui, même si elles sont encore floues ; FNMT, mutuelles jeune.

Les questions universitaires : c'est un secteur qui je pense sera amené à se développer l'année qui vient compte tenu de la tenue l'an prochain des élections universitaires et des questions qui nous sont posées aujourd'hui. Aggravation de la crise, nécessité de transformer les formations, objectifs de la politique universitaire. Un secteur qui doit se développer pour donner naissance à de réels secteurs d'étude comme moyen de rassembler les étudiants, mais aussi comme moyen d'envisager des propositions qui vont des modalités d'examens au cursus lui-même, à sa finalité.

Les questions inter : L'année de la paix. Avec 100 % de réussite sur l'ensemble de ces projets, dans le cadre de l'année internationale de la jeunesse, l'UNEF se place dans le "peloton de tête" des associations nationales ayant déposé des projets.

Des projets novateurs, divers multipliant, élargissant l'intervention de nos associations et par là même leur audience. Certaines de ces initiatives se sont déjà déroulées et bon nombre d'AGE comptent renouveler leurs initiatives comme l'AGET qui déjà prépare la deuxième semaine inter en novembre prochain, ces activités ont été un point d'appui formidable lors du Congrès national pour développer plus encore la solidarité internationale, notre lutte pour la paix et le désarmement, les échanges.

Qu'il s'agisse de notre participation au vote national pour la paix, du rassemblement de l'APPEL DES CENT à Paris le 23 juin, de la délégation d'étudiants que nous enverrons en Afrique Australe dans un camp de réfugiés namibiens, cela constitue autant de prolongements à notre action.

De même par exemple le camps d'étude de la flore et de la faune finlandaise que nous proposons aux étudiants cet été, les centres sportifs internationaux en Hongrie, les chantiers internationaux auxquels nous pourrions participer sont des moyens de rassembler toujours plus d'étudiants.

Commission orga. Je ne la situerai pas au même niveau que les autres :

- stage,
- remise des cartes,
- débat sur l'organisation,
- redonner un rythme de vie

Je voudrais aborder maintenant les perspectives qui s'offrent à nous, notre rôle et plus précisément le travail que nous avons à faire.

Je le rappelais, le Congrès a permis de progresser de façon importante sur la notion de rassemblement des étudiants. Chaque progrès que l'UNEF peut enregistrer dans la période se situe dans notre capacité à agir massivement sur chaque question qui se pose à nous. Il n'est pas une seule question où nous ne pouvons rassembler les étudiants.

Hier, c'était à Orsay où une manif était organisée à l'appel de l'AGEO UNEF : bilan plusieurs dizaines d'étudiants et le vice-président qui remet sa démission entre nos mains, et cela en pleine période d'examens.

Nous le voyons partout, la lutte est possible, partout où les revendications sont celles des étudiants, partout où nous tenons compte réellement du niveau d'aspiration des étudiants.

S'attaquer aux vrais responsables, c'est aussi cela que nous avons dit au Congrès de l'UNEF.

Une note de partielle injustifiée et c'est l'enseignant que nous allons voir ; des conditions d'accueil déplorables et c'est le président de l'Université que nous mettons en cause. Les droits d'inscription qui augmentent et c'est CHEVENEMENT qui est en cause.

Tout cela et à chaque moment doit être notre préoccupation essentielle. En effet, l'intervention à tous les niveaux des attaques qui sont portées constitue l'unité de notre action ainsi que sa logique.

Il est en effet absurde de lutter contre le saccage aux examens et de laisser faire sur la hausse des droits d'inscription. Mais dans le même temps, se battre avec acharnement contre cette hausse et permettre une sélection telle que nous la connaissons relève d'une incompréhension.

D'une part, et nous le savons très bien, gagner sur l'abrogation de la hausse avec les 2/3 de l'amphi qui ne passe pas dans l'année supérieure, c'est gagner avec une limite importante, le contraire étant également vrai.

D'autre part, c'est la réponse à toutes ces attaques qui constitue la condition du rassemblement que nous voulons mettre en oeuvre.

Nous serions incompris si nous ne permettions aux étudiants d'intervenir que sur une des attaques, nous serions restrictifs et cela nous ne le voulons pas.

Un autre exemple :

les conditions d'accueil pour les nouveaux bacheliers sont aujourd'hui déplorables, dans chaque AGE nous devons mettre tout en oeuvre pour organiser l'accueil, gagner que la fac s'implique, que la C.I.O. soit présente. Je ferai d'ailleurs plus loin des propositions quant à l'accueil.

Mais dans le même temps, cet accueil que nous organisons passe aussi par la lutte avec les lycéens contre les nouvelles mesures d'inscription qui leur sont imposées. C'est ce que nous avons commencé à faire à Villeteuse et je pense que l'accueil n'en sera que meilleur. Parce qu'en effet, pour des centaines de nouveaux bacheliers, l'UNEF est d'entrée de jeu, le syndicat qui se bat sur toutes les questions, représente un outil permanent, permet un rassemblement sans limite.

Rassembler sans restrictions, en abordant toutes les questions qui se posent, en désignant les responsables, c'est ce que nous voulons faire. C'est pourquoi, nous proposons d'organiser dès aujourd'hui l'action de l'UNEF autour de la bataille sur l'auto-collant "ON N'EST PAS DES PIGEONS !"

Cette bataille doit être le fil conducteur de notre activité pour les semaines qui viennent qui nous permet d'aborder toutes les questions.

Nous devons proposer à chaque étudiant qui vient manger au R.U. ou qui passe un partiel de verser pour défendre son Université, pour VIVRE, ETUDIER, DECIDER.

A chaque fois qu'un étudiant verse, c'en est un de plus pour se rassembler, pour gagner sur nos revendications.

Intervenir sur des résultats des examens, nous pouvons le faire avec le badge, je dirais même nous pouvons le faire d'autant mieux que dans l'amphi, les étudiants ont souscrit sur le badge.

Organiser l'accueil, cela sera d'autant plus efficace que des milliers d'étudiants auront versé pour avoir l'auto-collant.

Vous le voyez, une bonne utilisation de l'autocollant, qui de plus est réellement magnifique, peut être une richesse extraordinaire pour notre activité. Ce doit être aussi le moyen de nous battre sur notre organisation, sa mobilisation ainsi que la remise des cartes, j'y reviendrai plus loin.

Le deuxième avantage important de la bataille autocollant réside dans l'immense solidarité que nous pouvons créer autour de nos luttes à l'Université.

Nous l'avons vu hier à la gare de l'Est lors de l'attaque du train-forum de CHEVENEMENT. des centaines de parisiens ont pu discuter, parfois longuement, avec les camarades, de l'Université, de l'école, de nos conditions de vie mais aussi des problèmes que rencontre aujourd'hui chaque parisien, des centaines de parisiens ont souscrit sur l'autocollant et cela franchement, ce n'est pas banal.

Dans chaque ville, nous devons réfléchir à ce que cela signifie, réfléchir aux initiatives que nous pouvons organiser : tenue des marchés, porte à porte dans les cités ...

Nous devons également organiser la collecte autour des enseignants, personnels de la fac, personnalités : "c'est facile et ça peut rapporter gros !".

Avant de passer aux trois étapes essentielles pour les semaines à venir, les examens, l'accueil, et les réunions de pré-rentree, je voudrais m'arrêter un instant sur notre organisation et la remise des cartes.

o
o o

Construire de vaste rassemblement, cela doit nous interroger sur la façon d'y associer en premier lieu nos adhérents, tous nos adhérents.

On l'a dit notre Congrès est le point de départ d'un rassemblement nouveau des étudiants. Que l'on se comprenne bien : il ne s'agit pas de travailler à un rassemblement sur les hausses ou sur les examens, qui mourra pendant l'été pour renaître en octobre, non ! ce que nous voulons c'est être à l'initiative d'une convergence massive des étudiants où un par un nous nous associons les étudiants, où un pas un tout le monde se met dans la bataille pour ses préoccupations, ses revendications. Avoir une telle ambition, c'est prendre le contre pied de l'individualisme dont nous taxent tant de forces.

Mais réfléchissons, nous avons à l'UNEF dans nos facs, déjà un potentiel important : nos adhérents, et cela c'est énorme !

Bien sûr, me dira-t-on, beaucoup d'entre eux sont fantômes, certes, mais a-t-on pris les initiatives nécessaires pour discuter avec eux, pour les mettre dans le coup. Ne nous faisons pas d'illusions, ce débat c'est la condition pour les responsabiliser pour leur permettre d'agir.

N'ayons pas plus peur de nos adhérents que des étudiants, ce sont les mêmes. Mais nos adhérents, nous avons les moyens de les voir, de discuter, de leur écrire, de les réunir.

C'est dans ce sens que la bataille de remise des cartes est nécessaire, qu'elle prend toute sa valeur.

Remettre la carte 85/86 à nos adhérents ce n'est pas une question de routine, c'est bel et bien le début de ce corps à corps que nous voulons engager avec les étudiants.

Remettre la carte de l'UNEF à un camarade et lui proposer de se mettre dans le coup avec le badge, il y a bien là de quoi débattre.

Mais ce débat nous en avons besoin, ils en ont besoin. Nous avons besoin de faire partager notre activité, nos luttes, nos acquis, nos faiblesses avec plus de copains. Eux ils ont parfois bien besoin de perspectives, de solutions pour s'accrocher, pour ne pas abandonner.

Nous en avons besoin pour enrichir notre expérience, notre réflexion, pour avoir plus d'idées, de propositions pour la vie de nos associations.

Vraiment la remise des cartes ce n'est pas la question de "as-tu ta nouvelle carte" de "prends ta carte, puisque tu l'avais l'année dernière" non vraiment, ce qu'il faut, c'est un réel débat avec chaque copain. C'est la meilleure garantie d'avoir dès la rentrée des copains prêts à agir, à rassembler eux aussi.

Il s'agit d'objectifs ambitieux que nous devons nous fixer association par association et AGE par AGE.

Je dois dire que cela fait trois ans que nos remises de cartes sont en progression. Pourtant cela reste insuffisant et pour deux raisons essentielles :

- la première c'est que nous ne sommes pas assez ambitieux, nous n'attachons pas d'importance à la remise des cartes. Ainsi chaque année, nous remettons une moyenne de 30% de cartes, les autres, on ne sait pas. Mais comment peut-on comprendre et se faire comprendre sur l'idée qu'une année de syndiqués c'est primordial mais pas l'année suivante. Rien ne le justifie au contraire !

Aussi, nous proposons d'élever les objectifs partout afin de ne pas repartir à la rentrée prochaine à zéro ou avec toujours les mêmes.

- la deuxième raison c'est que nous limitons la remise des cartes au seul mois de juin, cela n'est pas juste. Ce que nous proposons c'est de commencer en juin un mouvement important de remise de cartes qui ne devra cesser que lorsqu'on aura vu chaque copain. En clair, cela continue, cela doit être un souci pendant tout le premier trimestre.

Nous possédons bien des moyens de remettre les cartes. Nous savons, par expérience qu'un courrier ne suffit pas. Ne nous en contentons pas. Nous voulons un vrai débat avec notre orga, nous voulons en faire le premier rassemblement des étudiants. Eh bien allons les voir, un par un s'il le faut.

La remise des cartes va constituer une des priorités essentielles de l'activité des bureaux d'AGE dans la période. le climat, la pression et l'attention portés sur cette question doivent être une préoccupation majeure. Nous proposons de plus que se tiennent partout, à l'initiative des associations ou des AGE des assemblées de remise des cartes. Ces assemblées doivent être en fait l'occasion du pot de fin d'année, du pot des examens, bref l'occasion de discuter, de faire le bilan des examens, de reprendre sa carte et d'acheter le badge.

Tout est possible dans ce domaine, mais voyons d'abord que rassembler, cela commence par notre orga., qu'il ne s'agit pas d'être volontariste mais d'engager un corps à corps avec des centaines de copains, un corps à corps qui va nous enrichir, nous permettre de franchir un cap.

Les examens

Dans la période, nous sommes tous en examens. C'est un moment important dans notre vie d'étudiant, cela correspond à l'aboutissement de toute une année universitaire.

L'intervention des élus "Solidarité Etudiante", de l'association sur cette question est primordiale.

De nombreux étudiants échouent ou n'osent pas passer les examens, mais ce n'est pas fatale.

Partout où c'est encore temps, tirons les polys de cours qui manquent, les annales d'examens.

Informons les étudiants sur leurs droits comme :

- la double correction,
- l'anonymat des copies

en distribuant un tract ou tout simplement en collant des affichettes dans les amphis. C'est à un délégué de T.D. d'intervenir quand un examen ne correspond pas au cours de l'année, faisons une pétition, boycottons le partiel, battons-nous avec les étudiants pour avoir un autre examen, ou un examen de rattrapage.

La défense individuelle est aussi importante.

Bien des étudiants sont désemparés face aux saccages, soit parce que le prof est raciste (comme en histoire à Nanterre), soit pour d'autres raisons comme des "erreurs" administratives.

Chaque étudiant doit pouvoir s'adresser à l'UNEF, aux élus pour avoir gain de cause. Pour cela organisons des permanences des élus, de l'association pour qu'à chaque problème un étudiant puisse nous trouver.

Par exemple, l'AGE de Villetaneuse a décidé d'agir sur cette question comme on le fait sur la question des étudiants étrangers. Elle a créé un comité d'information et de défense des étudiants contre les injustices et les saccages aux examens. Avec ce comité, l'AGE informe les étudiants sur leurs droits et collecte les dossiers pour mieux défendre chaque cas. Battons-nous, faisons monter les exigences chez les étudiants pour que nous puissions participer au jury d'examen.

Etre efficace sur ces questions nécessite que tous les étudiants connaissent nos heures de permanence et leurs droits, que nous soyons présents aux résultats des examens pour intervenir tout de suite quand il y a un problème, organiser une délégation chez le directeur d'UER, après avoir vendu le badge, régler une erreur administrative, organiser tous les étudiants pour obtenir une double correction et préparer pour certains la session de septembre.

L'accueil

Il nous faut aussi réfléchir dès maintenant dans chaque association, chaque bureau d'AGE à l'accueil que nous allons organiser. Un accueil qui ne sera pas plaqué sur notre activité mais bien une continuité de nos luttes, de nos activités de l'année.

Dès l'inscription des nouveaux étudiants, pour l'activité de nos associations, de nos élus, nous pouvons faire prévaloir la démarche collective sur la démarche individuelle, la solidarité étudiante sur le système D. Dès le début, l'UNEF est utile.

Ces dernières années, nous avons amélioré notre présence et le contenu de notre intervention lors de la tenue des chaînes d'inscription.

Cette année, nous l'avons vu à la commission ACCUEIL du Congrès, il nous faut aller plus loin encore, en partant de nos expériences, parce que la vie de nos associatifs, l'intégration des adhérents dans nos associations dépendent beaucoup de notre conception de l'accueil, des moyens que nous nous donnons pour cela.

Nous devons concevoir l'accueil comme un processus, une succession d'étapes, parce que les problèmes ne sont pas les mêmes en juin, juillet, septembre et octobre pour les futurs étudiants et qu'à chaque problème nous devons apporter une réponse différente.

En juin : Les lycéens attendent des informations sur les filières d'études, les Universités où ils peuvent s'inscrire...

A nous d'organiser comme à Lyon des forums étudiants/lycéens.

Les copains d'Orsay sont rentrés dans un lycée, ils ont rencontré tous les délégués de classe, puis toutes les terminales pour les informer sur les études à Orsay, la vie à l'Université.

Tout cela, il faut l'organiser dès maintenant. Avec la remise des cartes, la diffusion du badge, n'oublions pas de demander aux copains, aux étudiants de nous aider sur l'accueil, de leur proposer d'aller dans leur ancien lycée, d'élaborer le guide local. Utilisons la richesse en information que nous représentons, rien ne pourra remplacer l'expérience de quelqu'un qui a déjà fait un an de fac.

Nous sommes une mine de renseignements que nulle part ailleurs le bachelier ne pourra trouver :

- difficultés pour choisir les U.V.
- organisation du travail,
- profs,
- exam

C'est le moment, si ce n'est pas déjà fait, d'élaborer nos guides locaux, pour les diffuser à chaque bachelier dans nos forums, nos rencontres dans les lycées, pendant les semaines facs portes ouvertes ...

Battons nous pour que l'Université améliore l'information des nouveaux étudiants dans leurs guides, en les obligeant à organiser des réunions d'information, des journées de visite de l'Université.

Le deuxième aspect de l'accueil par lequel nous pouvons nous faire comprendre, après l'information, c'est l'aide individuelle.

Par la discussion lors de la diffusion du badge, nous collecterons les cas de nombreux étudiants qui ont des problèmes d'équivalences, de transfert, que nous devons aider individuellement.

Avec nos élus, nos associations, ce sont des dizaines de milliers d'étudiants que nous pouvons aider individuellement à remplir leur dossier, choisir leur U.V., leurs profs, faire des demandes de bourses, de piaule en cité-U, de F.S.U. Proposons-leur cas par cas de remplir un formulaire d'exonération des droits d'inscription, de dérogation. Nos élus aux CROUS et dans les conseils d'UER ont une grande place à prendre dans cette bataille.

Qui mieux qu'eux peut soutenir chaque cas devant l'administration et c'est ainsi faire comprendre l'utilité des élus "Solidarité Etudiante" dès le début de l'année.

Défendre les intérêts collectifs tout de suite. Mais la période d'accueil c'est aussi le moment où chacun est confronté à des problèmes importants.

C'est d'abord le chèque des frais d'inscription avec les hausses que l'on sait.

C'est les oeuvres universitaires que l'on cherche pour un logement ou une assistante sociale,

C'est les étudiants étrangers qui se sont rejeter, qui ne sont pas sûrs de leur inscription.

Ces problèmes là sont le lot commun d'un grand nombre d'entre-nous.

Nous sommes le plus souvent désarmés face à cela.

Nous proposons cette année d'amener dès la période d'accueil les revendications collectives à un haut niveau.

C'est un moment privilégié pour cela, c'est tout de suite faire que ces grandes questions ne rebutent pas les nouveaux, c'est montrer tout de suite que le syndicat est utile.

Avec la vente du badge, nous pouvons créer ce mouvement, le mettre en oeuvre dès les chaînes d'inscription.

Tout de suite en achetant le badge, chaque nouveau se met dans le coup pour agir sur ses revendications les plus importantes.

Sur les hausses par exemple, le bon moment pour élargir la bataille.

Pour les oeuvres universitaires, c'est le bon moment pour relancer notre bataille sur le nombre de chambres en cité-U, sur le tarif réduit au restau-U.

Pour les étudiants étrangers, c'est un bon moyen de continuer la bataille au moment où les circulaires sont révisées et où il convient de redonner force au mouvement.

Vous le voyez, faire des chaînes, un moment revendicatif de taille c'est non seulement une exigence, mais c'est ce qu'il faut pour poursuivre le rassemblement, n'ayons donc pas peur des pétitions, des propositions de rassemblements, et dès le début de la tenue des chaînes.

L'accueil est un moment où les étudiants avec l'UNEF sont à l'offensive, sont exigeants sur leurs conditions d'études, sur leur formation.

C'est un moment où le nouvel étudiant adhère à l'association UNEF parce qu'avec elle, dès le début il est informé, il se bat pour de bonnes conditions d'accueil et d'études.

Le dernier aspect de l'accueil, c'est de montrer que dans tous les domaines, animation du campus, lutte sur les oeuvres, défense individuelle, examens, c'est l'association qui est le moyen qui permet à chaque étudiant de vivre, étudier, décider.

Que ce soit pour la boum du bac, la bourse aux livres, la fête du campus, les groupes de révision, nous devons nous servir de tout ce que nous avons fait cette année pour le faire connaître, montrer le champ immense de notre intervention, donner des perspectives d'action, et d'activité pour l'an prochain.

Sur tous ces aspects, participer à l'accueil sans renforcer l'association, c'est perdre son temps.

Notre ambition de syndicaliste en participant à l'accueil n'est pas de jouer à la Croix Rouge, mais bien de proposer à chaque étudiant, sur la base des problèmes qu'il rencontre :

décret sur l'inscription des lycées,
hausse des droits d'inscription,
mauvais accueil par l'Université,
désert culturel sur les campus dans les cités U,

de se syndiquer, de rejoindre l'association qui est un moyen pour mieux vivre, étudier, décider à l'Université, une association qui aura déjà fait preuve de son utilité, son efficacité lors de la tenue des chaînes.

Comme nous le disions au Congrès, l'accueil représente un tout où il ne faut sauter aucune étape.

cela nous permet d'être à l'offensive, cela permet aux étudiants d'être exigeants sur leurs conditions d'études, mais aussi sur l'UNEF.

C'est en ce sens que les réunions de pré-rentrées sont un moment exceptionnel de notre intervention, moment qu'il faut préparer avec attention.

Bien sûr nous y reviendrons de manière plus complète au Collectif National de rentrée qui se tiendra à Pantin les 12 et 13 septembre, mais je pense qu'il faut commencer çà y réfléchir en profondeur dès maintenant.

En effet, je crois que ces réunions sont réellement la concrétisation de ce que nous pouvons faire de mieux dans l'application de la globalité de notre intervention.

Ces réunions sont l'occasion de répondre à toutes les questions que se pose chaque étudiant sur ses études, les formalités, l'inscription pédagogique, les activités que nous mettons en place, les attaques qui sont portées, les difficultés que chacun rencontre.

Les réunions de pré-rentrée doivent être l'occasion de démarrer immédiatement et sur toutes les questions, l'activité de l'UNEF. Chaque copain intéressé doit décider à cette réunion de s'intégrer immédiatement, de participer aux activités que nous menons. Ce doit être réellement l'objectif essentiel pour préparer ces réunions de pré-rentrée.

Enfin, ce Collectif National doit permettre de revenir sur toute ces questions, de réfléchir sur le bilan de notre Congrès, de mettre en oeuvre de la meilleure façon et dans chaque ville notre orientation.

Je propose que nous prenions toute la journée d'aujourd'hui pour affiner cette réflexion et que nous abordions demain les questions de l'entraide et des structures que nous mettons en place sur la base d'un rapport présenté par Régis PIQUEMAL.

Alors, ne perdons pas un instant et commençons tout de suite la discussion en suivant donné par le rapport.

-oOo-

Collectif National
Rapport présenté par Brigitte GEOFFRIAULT
Secrétaire Générale
BG/MR

Antony, le 1er juin 1985

Chers Camarades,

Le rapport que je vais vous présenter n'a rien de banal, tout d'abord, parce que cela fait bien longtemps que l'entraide n'a pas été débattue dans l'UNEF en tant que composante essentielle de notre orientation. Ensuite, parce que nous avons tenu, il y a un mois, un 70^e Congrès important.

Si le Congrès a déjà commencé à réfléchir à l'entraide, il est clair qu'il nous faut pousser la réflexion bien plus loin. L'approfondissement de notre démarche syndicale l'exige ; l'expérience et le bilan que nous faisons de nos activités d'entraide le permettent largement.

Nous proposons donc de revenir sur le fond de notre démarche d'entraide. Sur le fond car au fil des années, "l'entraide" comme partie prenante de notre orientation a connu des évolutions successives, a été aussi dénaturée.

1^{ère} PARTIE

QUELLE PLACE POUR L'ENTRAIDE APRES LE 70^e CONGRES ?

Nous disions hier que notre 70^e Congrès constitue le point de départ d'un vaste rassemblement pour vivre, étudier, décider, c'est le rassemblement de tous ceux qui ne veulent plus subir, qui en ont assez des obstacles quotidiens. Il ne s'agit donc pas de rassembler les mécontents, mais bien ceux qui veulent construire, changer leurs conditions de vie et d'études. On le sait, cela va passer par un développement important des luttes. Le 70^e Congrès a largement insisté sur la multiplicité, la diversité des attaques que nous subissons, c'est pour cette raison que les luttes à mener sont elles aussi, diverses dans leur contenu, dans leur forme.

En effet, l'avenir réside aussi dans notre capacité à diversifier les formes de luttes que l'on propose aux étudiants, c'est aussi la meilleure garantie de permettre à tous de participer à la bataille, c'est faire que chacun se sente à l'aise, ait sa place dans le rassemblement que l'on propose.

Chacun le comprend bien, lorsqu'on parle de "l'entraide", rien n'est plus faux que de la séparer de la mettre à part de l'ensemble de notre activité et de nos objectifs. L'entraide est une forme de lutte. Le plus simple consiste donc à prendre pour point de départ la situation des étudiants en 1985, leur vécu.

1) Comment vivent les étudiants en 1985 ?

Il ne s'agit pas ici de revenir sur tout ce que l'on appelle la "crise étudiante". Nous avons bien insisté sur sa diversité, sur les responsables différents qui nous l'imposent.

Ce qui marque l'Université c'est qu'aucun d'entre-nous n'est placé dans des conditions permettant de réussir : isolement, passage brutal du lycée à l'Université où on fait tout seul ; le vide des campus, le manque de structures pédagogiques, le manque de réelle structures d'accueil et de vie, tout concourt au système D, tout concourt à l'échec.

Mais avec l'année 1985, cette situation s'aggrave vu les moyens nouveaux mis en oeuvre pour créer des niveaux différents à l'Université pour en extraire "l'élite républicaine".

Cette bataille-à a pour but aussi de diviser les étudiants, des les opposer entre-eux, d'accroître la concurrence, le bachotage, bref le système D.

Pour le faire, le Ministère, les enseignants ne s'appuient pas sur rien. A la volonté grandissante des étudiants de rapports nouveaux entre eux, on nous apporte l'urbanisation des campus. A l'exigence croissante d'une formation qualifiante, on nous oppose les magistères qui, de plus, par leur nombre restreint, divisent, étouffent les luttes. A l'émergence de nouvelle forme de solidarité, on nous oppose l'autoritarisme, les atteintes à la démocratie. A l'exigence d'ouverture sur le monde extérieur, on nous répond par les filiales.

Tout cela confirme que l'analyse de l'UNEF sur les étudiants, leurs aspirations, leur rapport était juste et nous n'avons pas été les seuls à porter cette analyse...

Aujourd'hui donc à l'Université, la bataille est âpre ; l'enjeu, c'est l'avenir de milliers de jeunes, celui du pays. Dès lors, on comprend bien que ceux qui rêvent d'accroître la "malvie étudiante" s'en prennent à chacun des aspects de notre vie et de nos études, en ne laissant rien au hasard.

2) Ce que propose l'UNEF

L'UNEF s'est dotée il y a un an, d'un projet global pour une Université nouvelle. Elle inscrit son action dans cette perspective. Elle fait siens l'essentiel des objectifs initiaux fixés dans la loi des enseignements supérieurs.

L'UNEF dit haut et clair, face à la situation actuelle de déclin, il existe d'autres solutions possibles, des solutions qui vont dans le sens du développement, qui permettent à chaque étudiant d'apprendre, de se former. Les solutions existent en soi, elles existent aussi en tant que réponses aux multiples attaques que nous subissons.

L'UNEF est donc une force pour construire autre chose. Notre Congrès a montré que pour cela il nous faut être capables de proposer tous azimuts, de ne rien laisser, sans élaborer avec les étudiants les propositions et les réponses adaptées. Il nous faut être capables d'agir, de faire valoir et d'imposer par l'action ces solutions nouvelles.

Pour cela nous proposons une autre façon de faire du syndicalisme à l'Université : faire converger dans un seul mouvement, l'ensemble des étudiants à partir de leurs préoccupations, de leurs revendications.

Une autre façon de faire du syndicalisme, parce qu'il s'agit pour l'UNEF d'accroître considérablement sa capacité d'écoute, de débat et d'explications. Il s'agit pour l'UNEF de permettre aux étudiants d'être à l'initiative des luttes en n'imposant rien "d'en haut" en leur permettant de choisir leur mode d'action.

Un autre syndicalisme parce qu'il faut tenir compte de la diversité des étudiants. SI 70 % d'entre-eux, dans un récent sondage affirment que la réussite passe par ne pas être seul et isolé, cela revêt en fait des conceptions différentes de l'action collective.

A nous d'en être conscient, de faire émerger des idées, d'en tenir compte

Un autre syndicalisme parce que nous voulons rassembler tout le monde sans à priori, dans un seul mouvement.

Ce mouvement, nous voulons dans un premier temps le concrétiser avec la vente du badge "ON N'EST PAS DES PIGEONS" et avec des milliers d'adhésions supplémentaires. Ce mouvement, c'est celui des étudiants qui veulent faire sauter les obstacles au droit aux études, qui veulent une bonne formation, qui veulent défendre leurs droits ; c'est aussi le mouvement de ceux qui veulent mieux vivre sur le campus, à la cité-U, qui veulent se connaître, échanger.

Bref, c'est le mouvement qui rassemble tous les étudiants qui, avec leur spécificité veulent VIVRE, ETUDIER, DECIDER à l'Université.

Ce mouvement est ambitieux certes, il est pourtant la réponse qu'il faut apporter à l'avenir qu'on veut nous préparer.

C'est là notre conception de la SOLIDARITE ETUDIANTE qui a été soulignée par le 70è Congrès.

3) Etre solidaire, s'entraider

La solidarité, c'est ce lien qui unit les étudiants qui se rassemblent pour vivre, étudier, décider. Faire se rencontrer et débattre des étudiants qui ont les mêmes exigences, faire qu'ensemble ils réfléchissent, c'est comme cela que des liens se tissent entre étudiants.

Le rassemblement que nous proposons s'il est unique est pourtant doublement porteur des luttes importantes et nécessaires, parce que c'est un rassemblement revendicatif qui veut gagner. Cela c'est l'évidence pour peu que le syndicat intervienne juste au bon moment ; porteur de liens importants, de solidarité et d'entraide. Et c'est normal, dès lors que des étudiants se rassemblent, font nombre, ils ont la possibilité dans leur amphi ou leur T.D. d'étudier effectivement ensemble. Cela passe par le fait de réviser ensemble, d'organiser des examens blancs, de faire appel à des étudiants d'une année supérieure, d'échanger des cours, de faire une sortie en week-end ou une boum à la fin des examens.

Des étudiants qui se rassemblent dans un amphi, c'est tout de suite un creuset d'idées, de propositions, d'expériences différentes qui se constitue, c'est donc tout de suite des initiatives concrètes pour mieux vivre, mieux étudier, pour décider, c'est d'ailleurs là tout le sens, toute l'originalité du mouvement associatif dans son ensemble. Des associations indépendantes d'IUT ou de Grandes Ecoles aux associations sportives ou culturelles, toutes vivent sur la diversité et la richesse des gens qu'elles rassemblent. L'originalité des associations de l'UNEF c'est d'être en plus des associations syndicales qui permettent à chacun de gagner des meilleures conditions de vie et d'études par la lutte et l'action en se tournant à quelque niveau que ce soit vers les responsables.

C'est pourquoi à l'UNEF on sait bien que rien n'est spontané, que la meilleure forme du rassemblement étudiant que l'on propose, c'est le rassemblement dans l'association de l'amphi, de l'UER.

Parce qu'elle est le lieu de débat, d'information et de propositions, elle permet l'expression et la réalisation des idées de chacun et de tous. C'est cela l'entraide. Elle permet dans le même temps, d'élaborer à chaque attaque, à chaque contrainte la réponse nécessaire, en utilisant notamment ses atouts : élus, journaux, adhérents.

Chacun le comprend bien, l'entraide n'est pas une "notion" que l'on peut caricaturer sous forme de polys ou de coops, c'est bien une émergence et une concrétisation du rassemblement que l'on construit.

Dès lors, tout poly, toute annale, toute coop, qui n'émane pas de ce rassemblement mais d'un responsable syndical, d'une personne seule, ne relève pas de l'entraide mais du simple service.

- 4) Si le terme de service a longtemps rebuté à l'UNEF, il est maintenant admis, c'est certainement une bonne chose. Encore faut-il bien se comprendre sur ce que cela recouvre. A mon sens, le plus simple est de prendre le mot au pied de la lettre.

Copieurs, imprimeries, cafétéria, papeterie ... cela rend des services aux étudiants quand on connaît l'isolement des campus sur lesquels on ne trouve rien. Cela leur permet de répondre à des besoins matériels immédiats à prix réduits, des prix étudiants.

Les services permettent de concrétiser bon nombre d'initiatives des étudiants dans leur association : polys, annales, grâce aux copieurs et imprimeries : les fêtes et animations culturelles grâce aux cafétérias par exemple.

Ils constituent un plus pour les actions décidées par les étudiants. En aucun cas, ils ne constituent en tant que tel un ancrage du rassemblement.

Les services permettent également d'apporter un "plus" important à la vie des associations et aux luttes. Ils permettent par exemple de développer l'information (journal, local de la coop, propagande ...) de donner au syndicat des moyens supplémentaires pour étendre son activité, pour développer les luttes à un niveau plus important.

Là-encore, ils ne sont pas en tant que tels une possibilité de rassembler, ils apportent des moyens supplémentaires.

L'AGE, une association qui se dote de services, se donne donc autant de moyens d'asseoir le rassemblement qu'elle bâtit.

Les expériences diverses dans l'UNEF le montrent, l'imprimerie Cercoope à Lyon, le restau-U et les photocopieurs de Toulouse (qui ne possède d'ailleurs pas de papeterie dans les facs) sont deux exemples de taille.

Si l'on reprend donc notre point de départ, les besoins des étudiants ; chacun comprendra qu'il ne s'agit pas d'y répondre de manière structurelle mais bien à partir du rassemblement des étudiants eux-mêmes. Il appartient donc au syndicat de décider de la mise en place de services permettant aux étudiants des réalisations concrètes. Cependant il ne faut pas pour autant oublier que c'est également aux étudiants de se battre pour obtenir les moyens de l'entraide qu'ils organisent : une salle pour les groupes de révision, un prof pour corriger l'examen blanc, le financement des annales ou des polys par l'UER, du foyer par l'Université ou le CROUS. Les futurs conseils des étudiants et de la vie étudiante seront à cet effet un point d'appui important.

2ème PARTIE

DES ANNEES D'EXPERIENCE !

Cela fait des années, depuis son renouveau que l'UNEF a eu la volonté de doter les étudiants de services d'entraide importants. Il s'agissait alors de créer un réseau d'entraide en face des carences de l'Etat et des facs. Ce n'est finalement qu'en 1980 lors du 66è Congrès de l'UNEF à Reims que l'entraide a été définie comme une composante essentielle de l'orientation du syndicat à côté de la lutte et de la participation, une composante de la nouvelle solidarité étudiante.

Dès lors, l'UNEF a été à l'initiative dans les UER de nombreuses initiatives visant, à mieux étudier. Bourses aux livres, polys, annales, groupes de travail, papeteries et imprimeries en sont les exemples les plus communs à toutes les AGE.

Dans le même temps, l'entraide a vite connu un problème de bonne intégration dans l'activité du syndicat, les différents C.N. ou Congrès l'ont noté.

En effet, l'entraide est rapidement devenue dans les facs une question de spécialistes (C.N. sept. 83) qui font tout, tous seuls, qui s'occupent tout aussi bien des contrats copieurs que des tirages d'annales amenant bien souvent des produits finis devant les étudiants.

En ouvrant la bataille en 1982 contre l'échec et l'abandon, nous avons développé considérablement les polys et les annales. De meilleurs résultats ont été obtenus aux examens dans certaines UER. Dans le même temps, nous avons abandonné le terrain des luttes pour les moyens d'étudier (C.N. janvier 83) exigé les polys gratuits, tirage des annales par l'UER

Enfin et surtout, nos "services" d'entraide n'ont pas constitué un atout pour l'activité du syndicat. Aussi, le C.N. de janvier 84 notait que ces services n'avaient en rien servi les candidats solidarité étudiante aux élections universitaires. Dans bien des endroits nos activités d'entraide ont pris le dessus sur l'activité revendicative.

Au total donc, notre conception de l'entraide s'est "décrochée" de notre orientation car nous avons eu la volonté de répondre aux besoins des étudiants à leur place. L'entraide est devenue dans trop de cas une réponse plaquée, venue d'ailleurs.

Ces constatations sont générales, reflétant une vue d'ensemble. Il est cependant bien des cas de polycopiés, d'annales émanant des amphis. D'autres exemples encore qui montrent les possibilités réelles qui existent pour les étudiants eux-même, d'organiser leur solidarité à partir de leur vécu.

Par ailleurs, au développement important des activités d'entraide dans les AGE, la direction nationale de l'UNEF a voulu apporter une cohérence et une aide concrète permettant à toutes les AGE de développer des structures.

Cette réponse a été apportée à la rentrée 1982 avec la création de la "COOP UNEF" qui permettait l'implantation dans une trentaine de facs de coopératives. Jusque - là peu d'AGE en possédaient, c'était donc une forme nouvelle "d'entraide" qui faisait son apparition.

Dans le même temps, les AGE ayant leurs propres services (Lyon, Toulouse, Bordeaux, Montpellier, Nancy, Grenoble) sont restées à part, ne faisant que peu appel à la coop nationale. Celle-ci a cependant permis un développement des services, de l'imprimerie ...

Pourtant elle a imposé aux AGE des contraintes nouvelles dues aux nécessités de gestion : faire du chiffre d'affaires. Des coops ont été fermées, parce que mal tenues, l'offsetiste parisien faisait lui-même les rentrées des facs de médecine pour avoir davantage de ronéos.

Dans le même temps, le débat de fond sur l'entraide n'était pas mené.

En 1983 on notait déjà l'abandon de polys, d'annales, des services logement et bourses aux livres au profit des seules coops.

A la création de la CAEL à la rentrée 84, cette tendance s'est renforcée.

La CAEL dans son idée de coopérative était une initiative juste. Il s'agissait de regrouper des étudiants qui prennent réellement en charge eux-même leurs besoins. Cette conception est la conception juste du mouvement mutualiste, de l'économie sociale. Elle s'est pourtant heurtée rapidement à trois obstacles :

- La CAEL n'avait pas dès le départ les moyens de son autonomie ainsi le rôle et la prise en charge par le syndicat est apparue la seule condition du développement de la coopérative

Pourtant, la date et la façon dont a été prise la décision de création ; le fait que la CAEL s'est installée dans les facs sans un large débat préalable dans l'UNEF, les difficultés nouvelles qu'une telle structure imposait et la nécessité de réaliser un chiffre important n'ont pas constitué les bonnes conditions pour une prise en compte réelle et efficace de la CAEL par les AGE.

Ainsi dès le départ, des AGE ont refusé la CAEL. Dans d'autres, des problèmes importants sont apparus, de rapports avec les salariés, de services importants qu'il fallait faire marcher coûte que coûte.

- Le fonctionnement même de la CAEL était antinomique avec une intervention concrète et quotidienne de ses sociétaires, hypercentralisation à Paris de la gestion des décisions sur toutes les activités.

- Enfin et ça n'est pas une petite chose, la question de fond sur la place de l'entraide dans l'orientation de l'UNEF n'ayant pas été discutée et donc "réglée", on assistait en fait à une continuation de ce qu'il se passait l'année précédente, c'est-à-dire un décrochage de plus en plus net, une coupure entre nos activités d'entraide et l'activité revendicative.

Ainsi, la décision, le 27 Octobre 84, lors du deuxième rassemblement national des A.G.E., de rechercher 1 000 correspondants CAEL n'a été suivie d'aucun effet dans les AGE.

Il est à noter que la CAEL s'inscrivait dès le départ dans un cadre se rapprochant étroitement de l'économie sociale telle que la FNMT notamment la conçoit.

Il s'agit d'une bonne démarche, une démarche qui exige son autonomie. Il eut donc fallu pour respecter cette démarche que la CAEL s'affilie bien plus au mouvement mutualiste qu'au mouvement syndical qui ne peut, dans les conditions politiques actuelles, alors qu'il n'a pas acquis sa pleine maturité, assurer un tel objectif.

De plus, on l'a vu en première partie, l'UNEF doit développer des services adaptés aux besoins du rassemblement qu'elle bâtit dans les facs.

La CAEL dans son fonctionnement centralisé et homogène n'a apporté dans bien des cas qu'une structure plaquée, compliquée.

Dans le même temps, l'expérience de la CAEL sur une année a permis de vérifier les potentialités que nous avons dans les facs ; a permis aussi de vérifier que les services ou structures constituent un "plus" de moyens à la bataille de l'UNEF mais ne sont pas en tant que tels un atout du rassemblement des étudiants.

Or des illusions sont nées à ce sujet, illusion que le développement de structures était une condition du rassemblement. La démonstration en première partie montre que non, en tout cas pas un rassemblement qu'il faut aujourd'hui pour vivre, étudier, décider pour s'opposer à la casse de l'Université.

L'analyse des étudiants montre aujourd'hui que la meilleure façon de se rassembler pour se battre n'est pas de développer en premier lieu une activité associative qui amènerait à une activité revendicative mais bien plus de puiser et de puiser chaque jour, toutes les potentialités du rassemblement que l'on bâtit au corps à corps dans les amphis, dans les T.D., dans les UER, ces potentialités, ce sont les étudiants eux-mêmes et leur volonté d'étudier, de réussir, ce sont leurs exigences de ne pas subir, de changer. En clair, ce sont les liens qu'ils sont capables de créer entre-eux et les luttes qu'ils sont capables de mener à la condition que l'UNEF soit bien présente, sache écouter, discuter, donner les moyens nécessaires.

Concernant la CAEL, il convient d'ajouter que le manque de financement au départ, le refus des banques d'accorder tout emprunt et les conditions de travail qui n'ont pas permis une bonne gestion, ont été autant de facteurs ne permettant pas à la Centrale de vivre dans de bonnes conditions. Cela a donc toujours été un souci que d'accroître le chiffre d'affaires, un souci que l'UNEF ne pouvait avoir quotidiennement à la hauteur des exigences de la structure.

L'impossibilité de poursuivre l'activité de la CAEL nous amène donc à réfléchir sur la base de ce qui vient d'être dit, à la situation créée en cette fin d'année et aux propositions que l'on peut faire pour la rentrée 85/86

3ème PARTIE

QUELLE SITUATION AUJOURD'HUI ?

QUELLES PROPOSITIONS ?

En cette fin d'année 1985, un grand besoin de réflexion sur "l'entraide" se fait sentir dans toute l'UNEF. C'est normal et c'est bien.

L'échec de l'expérience de la CAEL se fait durement sentir dans quelques AGE qui y ont beaucoup investi d'efforts ; c'est normal et c'est bien.

Ce qui se ressent c'est la nécessité de combler un vide de réflexion, un vide politique créé depuis longtemps, c'est l'objectif de ce rapport que de commencer à le faire.

Dans le même temps, l'attachement croissant de l'UNEF à ses services pousse à l'exigence de développement.

Prendre le temps de la réflexion sur le fond est d'autant plus nécessaire que dans trop d'endroits des AGE élaborent des projets de structures immenses, engagent des investissements importants, dangereux pour le syndicat.

Cependant, la période actuelle est nouvelle car pour la première fois, l'Union Nationale des Etudiants de France se trouve dans l'impossibilité d'être à l'initiative d'une structure nationale permettant la gestion des structures d'entraide. Cela pour deux raisons :

- L'échec de 10 ans de structure nationale, la coopérative des étudiants de France a du dans les années 70 cesser son activité au bout de 3 ans. La coop nationale de 82 à 84 qui a tenu le coup à force de changements de fournisseurs, d'étalements, la CAEL enfin dont le déficit financier est énorme.

Une expérience négative donc due à plusieurs facteurs.

- . le système dans lequel on évolue et ses contraintes financières importantes,
- . les butoirs politiques que l'on rencontre : banques et emprunts - attitudes des facs - subventions pour services (ex. rien à Toulouse pour notre restau-U),
- . le manque de moyens qu'a le syndicat de prendre en charge une telle gestion, à tous les niveaux,

(la période 79/82 durant laquelle il n'existait pas de structure nationale de service a été par contre, une riche période de développement de l'entraide dans les AGE à partir du Congrès de Reims.

- L'impossibilité juridique pour l'UNEF de poursuivre à un niveau national une activité d'entraide et commerciale dans le même temps que la CAEL, créée à notre initiative, cesse son activité avec un passif important.

Il convient donc aujourd'hui de tenir compte de cette situation dans la préparation de la rentrée 85/86

Les propositions de la direction nationale de l'UNEF iront donc dans 4 sens.

1) Créer les conditions d'un bon débat dans l'UNEF sur l'entraide

Ce débat a souvent été limité dans la période aux questions de structures et de services, ce rapport, le stage national de juin et septembre doivent impulser la réflexion de fond sur notre conception de l'entraide à la sortie du 70^e Congrès.

Pour cela, les assemblées de remise de cartes doivent être l'occasion de discuter à partir de notre volonté de faire partager et comprendre le rassemblement auquel nous travaillons. Car là, doit bien se situer le point de départ de notre réflexion et de nos initiatives. Il ne s'agit donc pas d'un débat sur l'entraide de façon isolée, mais bien de revenir sur le fond de notre démarche et de notre orientation.

2) Concrétiser tout de suite dès l'accueil, dès la rentrée universitaire.

Cette période est habituellement un moment où l'UNEF discute au corps à corps avec des milliers d'étudiants. C'est le moment où chacun exprime sa vision de la fac, ce qu'il est prêt à y faire. C'est à chaque fois autant de potentialités qui s'expriment. A nous de les comprendre, de les utiliser.

Un moment fort pour le faire, pour concrétiser c'est la réunion de pré-rentrée. C'est là qu'on propose que se mettent en place le groupe de travail ou groupe Ronéo en médecine. C'est là qu'on propose que les étudiants qu'on y rassemble, fassent converger leurs idées et discutent et décident des initiatives de rentrée (bourse au livres..; boum ...) Cette proposition est nouvelle dans le sens où l'on veut faire discuter les étudiants pour qu'ils cherchent eux-même les possibilités réelles qu'ils ont de faire des choses ensemble.

On propose de porter un effort particulier à ce moment là aux initiatives culturelles, aux fêtes de rentrée, aux bourses aux livres et aux groupes de travail.

3) Obtenir les moyens de la solidarité

Je le disais plus haut, les formes concrètes de la solidarité dans un amphi exigent des moyens. Ces moyens, il n'appartient ^{pas} à la seule association de les donner ; on propose que l'année prochaine soit l'occasion partout de batailles visant à exiger les moyens de l'entraide étudiante.

En fait, un amphi qui par exemple décide de tirer des annales corrigées d'exams et se bat pour leur financement par l'UER, c'est un amphi où les étudiants utilisent pleinement le fait qu'ils sont ensemble.

Cette bataille là fera certainement un thème central des élections des délégués étudiants dans les conseils "des études et de la vie universitaire", au premier trimestre prochain.

4) Les structures de services

Nous proposons en premier lieu : une grande préoccupation sur la remise en route des "services logement" et des "services emploi" (des fiches pratiques parviendront aux AGE dans les semaines à venir).

En second lieu, nous proposons une utilisation juste et bonne de nos locaux de facs, ou de nos locaux en ville.

Ceux-ci constituent l'essentiel de nos structures, de notre patrimoine. Ils sont peu ou pas utilisés, les étudiants ont du mal à s'y sentir bien, on les comprend parfois ; leur aménagement doit être une préoccupation. Mais bien plus, leur utilisation : information, aide individuelle, lieu de réunion, de documentation, point coop ... toutes les AGE possèdent au moins un local, il est la seule structure commune à toutes les AGE, on en parle peu, on s'en préoccupe peu. C'est pourtant le premier point de réflexion qu'on doit se donner.

Enfin concernant les structures :

- . IMPRIMERIES : l'imprimerie de l'UNEF à Paris est maintenue sous une forme différente : tirage offset, copieur ; les AGE parisiennes (et autres) pourront en profiter pour tous travaux à des prix plus intéressants que les prix actuels.

Par ailleurs beaucoup d'AGE ne possédant aucun matériel de tirage, on propose qu'un effort soit porté pour rechercher, au niveau local, les possibilités qui existent (ronéo, offset de bureau) auprès des syndicats des associations, des mairies ou d'entreprises. Le Bureau National est prêt à apporter une aide dans ce sens.

- . COOP - PAPETERIES : les AGE, en ce moment même, font de gros efforts pour rechercher localement les meilleurs contrats possibles. P.12, Montpellier, Lyon, Toulouse, Brest, Rennes par exemple y sont arrivés.

Au niveau national des contacts sont pris par le Bureau National pour aider les AGE à la recherche de tels contrats, des possibilités réelles existent.

- . COPIEURS : c'est là-dessus que les AGE sont les plus exigeantes, les contrats locaux sont possibles, la difficulté essentielle étant de faire le bon choix parmi les différentes propositions. Le Bureau National travaille également à prendre des contacts et à aider ainsi les AGE à signer leurs contrats.
- . CAFETS : les cafétérias actuelles existantes sont regroupées au sein d'une association, ses liens avec la CAEL ne nous permettent pas de dire avec certitude si cette association est viable. Quoi qu'il en soit, l'aide et le contrôle de gestion des différentes cafets sera maintenu.

En fait, ce qu'il faut c'est que les AGE prennent de plus en plus en charge l'élaboration de leurs structures directement ou par l'intermédiaire d'une association de gestion là où il en existe.

Cette conception est beaucoup plus juste et permet d'accorder à l'activité du syndicat, ses structures de services. La direction nationale assurera l'aide à la gestion de ces structures et une aide à la recherche des contrats essentiels.

Quoi qu'il en soit, pour des raisons juridiques et financières, on demande que toute décision dans les AGE, que tout contrat, soient pris en accord avec le Bureau National de l'UNEF.

Il ne s'agit pas là d'une mesure anodine, mais bien de nous entourer de toutes les garanties pour ne pas faire d'erreurs ou de faux pas.

Ce rapport présente des choses nouvelles. En fait il ne fait qu'approfondir l'orientation que nous nous sommes donnée lors du Congrès de Colombes.

Chacun le comprendra, il nous est désormais impossible de saucissonner notre activité. Nous oeuvrons à un rassemblement unique des étudiants, un rassemblement porteur à la fois des luttes nécessaires et de liens de solidarité importants.

Nos associations ont donc pour rôle de favoriser l'émergence et la concrétisation de ces luttes et de ces liens ; rien ne peut remplacer le débat, l'explication.

Nos atouts sont importants, ils résident en tout premier lieu dans nos adhérents, nos propositions, nos élus, les structures de services de nos AGE constituent un moyen supplémentaire qu'il convient de savoir utiliser pour donner plus de moyens aux étudiants, en aucun cas pour en prendre le devant, en empêchant leurs initiatives.

-oOo-